

L'écosocialisme peut-il devenir une force politique européenne ?

Compte-rendu rédigé par Thérèse d'Orléans

Pierre Charbonnier, philosophe, **Paul Magnette**, bourgmestre de Charleroi et président du Parti socialiste belge et **Chantal Mouffe**, philosophe politique ont débattu ensemble ce mardi 30 novembre autour de la table ronde animée par **Ulysse Lojkine**. La discussion part de l'entretien avec **Paul Magnette**, publié au *Grand Continent*, sous le titre "Comprendre l'écosocialisme, une conversation avec Paul Magnette", dans lequel le principal enjeu est la politisation de l'écologie.

Ulysse Lojkine

Vous avez tous les trois comme point commun le fait de vous définir comme appartenant à une gauche écologiste, ainsi que de penser la politique en termes de clivages. A l'heure où les partis verts des pays riches sont surtout importants chez les plus diplômés, et non dans les classes populaires, le clivage de l'écologie politique recoupe-t-il, peut-il recouper, doit-il recouper le clivage social ?

Pierre Charbonnier

De manière un peu paresseuse, on pourrait penser qu'il y a un alignement entre la question écologique et la question sociale, une coïncidence entre la demande de justice des classes populaires et la demande de freinage des abus productivistes. Or nous savons que ce n'est pas le cas. Dans ce que les sociologues américains appellent la "coalition carbone", c'est-à-dire les groupes sociaux qui voient leur intérêt à poursuivre un mode énergétique carboné, on retrouve une partie des classes populaires, pour des raisons d'emploi dans le secteur industriel, de coût de la vie, du chauffage et des transports. Nous constatons donc un désalignement entre les intérêts socio-économiques des classes les plus pauvres et l'enjeu de décarbonation et de transformation énergétique. Est-ce une fatalité ? Je ne pense pas, mais cela nous interroge : il faut démontrer à des groupes sociaux que l'écologie est dans leur intérêt, il faut montrer aux représentants de l'écologie que leur discours est inabouti, voire en décalage avec leur auditoire. Ainsi il n'y a pas d'intersectionnalité donnée entre le social et l'écologie.

Paul Magnette

A la suite de ce que vient de dire **Pierre Charbonnier**, je dirais aussi qu'il n'y a pas d'alignement politique. Pourtant dans la réalité sociale des groupes populaires et de la question écologique, il devrait y avoir une coïncidence. De nombreux travaux américains et anglais, ainsi qu'une note de Lucas Chancel et Thomas Piketty, révèlent le phénomène des inégalités environnementales. En effet, les ménages des classes supérieures émettent beaucoup plus de gaz à effet de serre que les classes populaires, alors que la moitié des Français n'émettent pas plus que les plafonds que nous devrions tous respecter. C'est une première inégalité de responsabilité. Il y a aussi une inégalité en termes de souffrance : les classes populaires sont plus exposées à la pollution, aux maladies, aux catastrophes

naturelles, comme le montrent l'OMS et la revue Lancet. La troisième inégalité est celle de la pauvreté environnementale : les classes populaires n'ont pas autant accès à une alimentation de qualité ou à un environnement sain. Ils subissent une triple peine, et pourtant il n'y a toujours pas d'alignement politique ! C'est le travail du politique de promouvoir une société décarbonée, à partir du moment où une majorité sociale y trouve son intérêt. Mais les divisions internes à la gauche et les stratégies électorales sont pour l'instant un obstacle à cette volonté, alors même que les majorités sociales existantes devraient permettre de constituer des majorités politiques. Au contraire, l'offre politique de droite, qui mobilise des affects ethno-populistes très puissants, met sur la touche les enjeux climatiques et sociaux.

Chantal Mouffe

Les enjeux climatiques et sociaux devraient se recouper, mais pour cela il faut une construction politique. Tout le discours politique est une construction, une chaîne d'équivalence des demandes. **Paul Magnette** posait la question : peut-on faire de l'écologie politique à partir du clivage droite-gauche ? Le principal problème est que l'écologie n'est pas suffisamment politisée ; je suis d'accord pour utiliser le clivage droite-gauche, à condition qu'on entende par la gauche une gauche axiologique et non une gauche sociologique. Pour moi, une gauche axiologique signifie la défense de la démocratie, de l'égalité et de la justice sociale. Nous devons présenter le projet écologique comme une nouvelle étape de la révolution démocratique. **Paul Magnette** souligne un autre problème : pourquoi ne faisons-nous rien alors que nous avons tous les éléments en main ? Nous devrions mobiliser les affects sur la question écologique, en la montrant comme une étape de la révolution démocratique. Par exemple, dans le livre que j'ai co-écrit avec Ernesto Laclau publié en 1985, *Hégémonie et Stratégie socialiste*, notre propos était déjà de proposer un lien entre les luttes de la classe ouvrière, on pourrait parler maintenant du social, et les nouvelles luttes comme le féminisme et la lutte anti-racisme. Nous défendons l'idée de reformuler le projet socialiste en radicalisation de la démocratie, ce qui ne peut pas se faire sans remettre en question le système productiviste du capitalisme extractiviste. Je pense qu'il faut donc construire une articulation, car le fond de la lutte écologique est une défense de la justice sociale et de l'égalité. Puisque les classes défavorisées souffrent le plus, le politique doit construire une série de demandes écologiques et sociales, à partir de l'idée de révolution démocratique.

Ulysse Lojkin

Paul Magnette, **Chantal Mouffe** a présenté son intervention comme une réponse à votre entretien. Est-ce que l'idée de la démocratie radicale comme opérateur de l'articulation entre questions écologiques et questions sociales vous paraît convaincante, notamment en fonction de votre propre expérience de terrain de la politique ?

Paul Magnette

Je distinguerais le plan conceptuel de la praxis. Sur le plan conceptuel, je me rallie totalement à **Chantal Mouffe**. Le socialisme aujourd'hui ne peut se penser que comme une radicalisation de la démocratie, en particulier en soumettant l'économie à la délibération démocratique. Il y a donc un travail récent de réélaboration théorique pour redéfinir le socialisme, je pense notamment à *L'idée du socialisme* d'Axel Honneth, aux récents travaux

de Nancy Fraser ou même aux livres de **Pierre Charbonnier**. On a trop réduit le socialisme à la question de la propriété collective des moyens de production et au rôle de l'Etat dans l'économie, alors que ce ne sont que des moyens. L'ambition du socialisme, même pré-marxiste, comme le montrent les travaux de Serge Audier, souhaite que la sphère des échanges et de la production de richesse ne soit pas déterminée par le marché, mais par la délibération démocratique. Aujourd'hui le socialisme est mal en point, la production intellectuelle a été très pauvre, le dernier travail important était celui de **Chantal Mouffe** en 1985. Heureusement il y a un renouveau de la réflexion avec Fraser depuis quelques années. Un des enjeux est de redéfinir le lien entre liberté et abondance. En effet, la dernière phrase du *Capital* est la promesse de la libération pour tous par le règne de l'abondance. Cette notion de l'abondance est une impasse aujourd'hui, si on la pense en termes de production économique. La chance actuelle du socialisme passe donc par un aggiornamento forcé, qui lui permet de repenser son noyau et ses institutions. Maintenant sous l'angle strictement politique, quelle forme faut-il donner à la démocratie ? Par exemple, la consultation populaire en Suisse sur le glyphosate a été un échec. Oui, il faut radicaliser la démocratie, mais la question est comment ! Nous avons devant nous un important travail de sciences politiques. En France, la convention citoyenne pour le climat est très intéressante sur ce point. Mais il y a aussi des tentations : si on prend les écrits du philosophe Dominique Bourg, que je respecte totalement par ailleurs, dans son livre *Vers une démocratie écologique*, sa vision est très oligarchique, s'appuyant sur la confiance dans les élites et dans les ONG, mais très méfiante de l'expression démocratique. La principale question est celle des formes de la démocratie. Comment remettre la parole du non-humain dans le débat démocratique ? Comment remettre la parole du profane à côté de celle de l' élu ?

Ulysse Lojkine

Pierre Charbonnier, vous souhaitez peut-être intervenir. N'y a-t-il pas un différend entre vous et **Paul Magnette** sur l'alignement objectif du clivage social et du clivage écologique ?

Pierre Charbonnier

En effet, je trouve que l'alignement est présenté de manière un peu trop immédiate. Il nous faut une réflexion sur les rapports de classes, dont de nombreux éléments ont été apportés par **Chantal Mouffe** et **Paul Magnette**. Nous avons un rapport moins naïf que le marxisme orthodoxe sur les conflits de classe, alimenté par la dissolution politico-historique du prolétariat. La question écologique est l'opportunité de recomposer un sujet politique différent. Nous ne devons pas oublier que le sujet historique du prolétariat était tributaire du charbon et des énergies fossiles. On peut penser au livre de Timothy Mitchell, *Carbon Democracy*, qui nous explique que l'importance de la chaîne de production du charbon permettait aux syndicats d'avoir une puissance très forte et, par le blocage physique des points névralgiques, d'obtenir une réponse à leurs demandes de droits sociaux. Peu après, la démocratie sociale du Welfare de l'après-guerre est aussi liée aux "politiques de la productivité", comme les nomme l'historien Charles Meier. L'extension de ces rapports de production a permis la pacification des relations internationales et nationales. C'est pour cela que notre perspective de réinvention des rapports sociaux en se débarrassant de ces formes de productivité n'est pas une mince affaire. Comme je ne suis pas un politique, je puis me permettre de développer une pensée un peu plus sombre : tout le monde n'en sortira

pas gagnant ! Je suis tout à fait favorable à l'idée de compenser certaines inégalités sociales par le levier écologique, mais je pense que tout le monde va perdre à différents degrés. C'est un changement de perspective historique, la fin du processus des Lumières, du progrès, d'affirmation de la raison ; nous sommes maintenant dans une perspective de limitation du mal irréversible et de sécurisation. Pour cela, il est important de montrer à certains groupes sociaux qu'ils bénéficieraient d'un nouveau front de démocratisation, mais ce front reste néanmoins réactif. Un autre point important est que l'écologie vient réactiver l'enjeu international du socialisme, c'est-à-dire la théorie de la solidarité d'un groupe social au-delà des frontières. La crise écologique relance ce défi en termes de justice climatique, d'apports financiers, technologiques et politiques à des régions moins riches. Le véritable enjeu est de décarboner l'Inde. Il ne s'agit pas d'un interventionnisme économique, mais d'une question socialiste internationaliste.

Ulysse Lojkin

Chantal Mouffe, j'ai l'impression qu'il y a une ligne de divergence sur la question du progrès : vous proposez d'inclure la transition écologique comme une étape dans une marche de la révolution démocratique, alors que **Pierre Charbonnier** est plutôt sceptique, voire pessimiste sur cette perspective.

Chantal Mouffe

Je suis assez d'accord avec **Pierre Charbonnier**, mais je le formulerais différemment. Je considère la transition écologique comme une nouvelle étape, car je ne pense pas au progrès des Lumières ou de la production, mais au progrès démocratique. Le monde qu'on peut imaginer avec une révolution démocratique verte est positif pour la plupart d'entre nous. La question de **Paul Magnette** porte sur la politisation. Je pense que le problème de l'écologie est sa conception associative de la politique. Les écologistes espèrent un consensus dans un espace commun ; or cela ne permet pas de penser le politique. Il faut penser en termes de conflit et d'antagonisme, il faut accepter une forme de division de la société, comme le montrait déjà Machiavel. L'écologie doit accepter ses ennemis ; or elle refuse cette vision, les écolos sont un peu naïfs, surtout les jeunes. Pourtant tout le monde ne va pas y gagner, c'est pour cela que la politique consiste en la définition de son adversaire. On peut politiser l'écologie à partir du clivage droite-gauche, avec une gauche axiologique.

Ulysse Lojkin

Nous allons pouvoir aborder la question géopolitique à l'échelle européenne. L'écologie peut être source de clivage entre les pays européens, comme la question du nucléaire entre la France et l'Allemagne ou la question du charbon entre la Pologne et les pays de l'Ouest. Ces clivages entre nations sont-ils plus forts que le clivage de l'écologie politique ?

Paul Magnette

Il faut se poser la question de la bonne échelle en politique, ce qui est d'ailleurs le projet du *Grand Continent*. Ce n'est pas trop compliqué de définir une utopie. Oui, il y aura des perdants, oui, cela risque d'aggraver les inégalités, car les riches peuvent mieux se protéger, voire y trouver des profits. Dans cette utopie, nous définirions la richesse que nous produisons comme venant de la nature, des générations précédentes et de notre propre

travail. Nous en redistribuons alors un tiers aux individus, tandis que les deux autres tiers sont socialisés pour les services communs d'éducation, de santé, d'alimentation. Les pays du Nord sont assez proches de cette organisation. Tout cela se ferait par des choix collectifs, dans une transition énergétique, avec des priorités politiques plus respectueuses que le marché. Mais comment passer du point A au point B ? *How to get there* ? Cette question est l'essence de la politique et l'angle mort de l'écologie politique, dont la réflexion stratégique reste faible. Je suis moins pessimiste que vous à ce sujet et je pense que l'échelle européenne est capitale pour avancer. Certes, il reste toujours des différends et des problèmes d'alignements, mais les Européens ont décidé collectivement de réduire leurs gaz à effet de serre de 55% par rapport à 2005 sans contraintes ; ils ont été la force motrice des accords de Paris. Bien évidemment, ils y cherchent aussi leur intérêt, comme l'explique **Pierre Charbonnier** dans un article paru dans le *Grand Continent*, car ils sont en partie passés à côté de la guerre de la productivité des années 80, puis des nouvelles technologies de l'information. Ils ne veulent pas se faire distancer dans la nouvelle transition, surtout si les Etats-Unis et la Chine décident d'investir massivement. Les Européens y arrivent beaucoup mieux qu'on ne le pense. Mais il reste deux problèmes : la dimension interne, de répartition des efforts, mais on arrive à se mettre à peu près d'accord. Vient ensuite la vraie question, le choix politique : doit-on réduire la place de l'élevage ? du nucléaire ? de la voiture ? Ces choix politiques touchent directement nos manières de vivre. La plupart des jeunes engagés n'aiment pas le conflit et ont une vision irénique : ils blâment les dirigeants et les multinationales. Mais cela ne suffit pas, car derrière eux, il y a tout notre mode de production et de vie. Voici le problème : une fois qu'on a défini ces choix à l'échelle européenne, comment les traduire concrètement ? L'exemple des gilets jaunes est passionnant pour ça. Il faut aussi tenir compte de notre responsabilité historique : comment répartir le budget carbone, entre nos pays et les pays qui aspirent à notre mode de vie ?

Ulysse Lojkin

Chantal Mouffe, souhaitez-vous répondre à la question géopolitique, en particulier à l'échelle européenne ? Vous êtes une théoricienne du populisme de gauche et de la souveraineté du peuple, ces concepts peuvent-ils s'appliquer à l'échelle européenne ou mondiale ? ou bien la révolution démocratique verte que vous appelez de vos vœux doit-elle plutôt se penser à l'échelle nationale ?

Chantal Mouffe

Je pense qu'il n'y a pas de stratégie possible au niveau international. J'aime bien citer ce qu'Althusser dit de Machiavel : ce dernier ne parle pas sur la conjoncture, mais dans la conjoncture. Il nous faut donc partir de la conjoncture, car les grands projets ne fonctionnent pas. Bien sûr, il faut penser au niveau européen, mais cela ne va pas de pair avec une politique directement européenne. Je ne suis pas d'accord avec le projet politique de Varoufakis, qui est de rassembler les pays au niveau européen, construire un programme européen, puis les renvoyer chez eux, alors qu'il n'y a aucune base dans leur pays. Il faut faire l'inverse : d'abord mobiliser un projet, et ensuite établir des liens avec d'autres régions. On ne peut pas penser directement au niveau européen. Dans le populisme de gauche, le niveau pour agir politiquement est le niveau national, car il permet l'action du citoyen. Cela implique une mobilisation dans les pays, en France par exemple, pour mettre l'écologie à l'ordre du jour. Je me méfie du niveau international et des grands projets qui disent ce qu'il faut faire. Sur ce point, je considère que la gauche est beaucoup trop rationaliste : elle ne

pense qu'en termes de programmes et espère que les gens vont les accepter. Rappelons-nous de ce que dit Spinoza : Les idées n'ont de pouvoir que lorsqu'elles rencontrent des affects. Autrement elles n'ont aucun pouvoir. Si on veut citer Bourdieu, on peut aussi dire que les idées vraies n'ont pas de force intrinsèque. Les gens de gauche ne se posent pas assez la question soulevée par **Paul Magnette** tout à l'heure : comment allons-nous y arriver ? *How to get there* ? Quand je discute avec des philosophes politiques, ils m'expliquent qu'ils ne font que des théories normatives, que c'est aux politiques de mobiliser les gens. Mais sans mobiliser les affects, personne ne se mobilisera pour le projet écologique. C'est très important pour la révolution démocratique verte. Tocqueville parle de la passion de l'égalité, par exemple, qui a permis l'extension des droits. Comment mobiliser les affects à partir d'un projet écologique ? Je pense qu'il faut partir du niveau national, pour construire ensuite un programme européen. Je ne pense pas qu'on puisse faire de projets au-delà de l'Europe, s'il s'agit de mobiliser les peuples.

Ulysse Lojkin

Pierre Charbonnier, voulez-vous revenir sur les questions géopolitiques ?

Pierre Charbonnier

Il nous faut bien comprendre le paradoxe historique. La sécurisation des relations internationales après la Seconde Guerre mondiale vient de la productivité économique. L'ordre international se base tout entier sur l'économie. L'Union européenne est en cela la seule institution qui fait reposer la paix sur le partage économique. Or nous observons que le lien entre stabilité internationale et croissance s'effondre aussi, comme s'effondre le lien entre abondance et liberté. Nous devons trouver un autre enjeu productif. Cette question a été intériorisée par les Etats-Unis et la Chine, qui se lancent dans des courses liées aux enjeux climatiques, à la fois positives et sources de tensions géopolitiques. On peut citer par exemple la course à l'innovation dans le solaire, l'éolien, le nucléaire. Nous nous trouvons dans une discordance entre une vague ambiance de guerre froide et un besoin de coordination pour répondre à la question géopolitique et climatique. Dans ce schéma, l'Europe est un acteur mineur, en retard sur les fronts d'innovation dans l'énergie. De plus, l'Europe ne possède pas de grand pays extractif de façon directe ou indirecte, elle est donc légèrement de côté dans les grandes chaînes d'approvisionnement et de valeurs. Je pense que l'Europe doit se coordonner au niveau international pour ces raisons plus conjoncturelles, mais cela responsabilise énormément les élites et moins le peuple. On peut néanmoins voir un tournant : on peut interpréter le discours de Macron comme une analyse de conjoncture, qui prend conscience de son isolement et propose sa dernière carte à jouer, à savoir le nucléaire. En proposant à l'Inde et à la Chine de petites centrales nucléaires, il espère remettre l'Europe au centre. Je pense que c'est une erreur monumentale qui va nous coûter cher, même si mon opinion se discute. Il utilise aussi le nucléaire à des buts électifs, en créant une sorte de mythe national que je trouve délirant. De toute façon, ce plan va aussi se jouer sur sa réélection. Mais les échelles jouent aussi, par exemple je ne pense pas que la décarbonation de la Pologne soit si difficile que cela. Cela va prendre un peu de temps et d'argent pour convaincre les Polonais de fermer leurs mines, mais on parle de 40 000 mineurs, alors qu'en Chine ils viennent de mettre au chômage 400 000 mineurs en très peu de temps.

Ulysse Lojkin

Paul Magnette, Chantal Mouffe et Pierre Charbonnier, je vous remercie pour vos avis éclairants. Je vais maintenant prendre quelques questions groupées de la salle.

Questions de la salle

- Vous avez judicieusement souligné que la véritable question politique est le comment. Mais ne tournons-nous pas en rond, puisqu'il faut instaurer des mesures pour imposer la démocratie radicale, qui elles-mêmes nécessitent la radicalisation de la démocratie, qui nécessite elle-même des mesures, etc ? d'autant plus que les programmes apparemment socialiste ou écologique de 2012 ou 2017 ont été décevants.
- Je voudrais vous poser la question du clivage générationnel. Les questions écologiques et sociales sont systématiquement bloquées par le clivage générationnel. Les jeunes devenant une minorité structurelle dans le siècle à venir, peut-on se passer d'une conversion des plus âgés ?
- Vous avez parlé des affects en politique. Comment intégrez-vous les artistes et les influenceurs sociaux, sur Twitch par exemple ? Vous avez parlé de la naïveté des jeunes écologistes, mais n'est-ce pas plutôt une contradiction qui tient au fait que ces jeunes engagés font partie de la bourgeoisie et donc de la classe sociale qu'eux-mêmes veulent combattre ?
- Vous avez expliqué que la figure du prolétariat était tributaire d'une conjoncture, quel sera alors le sujet politique moteur de demain pour affronter la question écologique ?

Paul Magnette

Je ne pense pas qu'il y ait de problème générationnel, mais plutôt un clivage géosocial. La question de la génération est un facteur faible, par rapport au facteur social - sommes-nous menacés par les changements ou non - et au facteur géographique -l'endroit où nous habitons. Il est vrai que la question écologique est très saillante dans le discours public et joue un plus grand rôle dans la socialisation primaire des jeunes générations. En effet, les enjeux importants entre nos 16 et 25 ans nous marquent pour le reste de notre vie. Mais je n'en tirerais pas un clivage générationnel.

Pour la question du comment, réfléchissons aux impasses. Tout le monde sait ce que nous devons faire, nous avons même les solutions. Avant la période de l'abondance, on ne connaissait pas la nature et la cause des phénomènes, ce qui impliquait un certain fatalisme. Aujourd'hui nous le savons : la déforestation, les énergies fossiles. Nous savons comment construire des villes neutres en carbone. Une étude montre que si nous passions maintenant aux technologies sobres en énergie, nous pourrions économiser deux tiers de nos émissions. La vraie question d'un état à l'autre est celle de la destruction des emplois, du déclassement des actifs industriels, de la destruction de la valeur. C'est un bouleversement majeur, qui ressemble en grande partie à l'enjeu de la reconstruction au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Nous avons des leçons à tirer de cette période, notamment sur la question de la planification. En fait, nous planifions déjà, mais de manière technocratique. Il faut démocratiser la planification. Nous avons les objectifs, mais nous n'y arrivons pas en attendant l'action du marché ou des individus isolés. Il faut donc assumer les processus de programmation.

A propos de la question des affects, nous nous trouvons face à un enjeu important. Il faut donner le désir de la transition. Aujourd'hui l'écologie fait peur, elle semble un nouveau jansénisme, un nouveau surmoi qui nous contraint dans nos désirs ; cela crée plus de

frustration que d'envie. Les politiques doivent redéfinir une nouvelle idée de la "vie large", selon l'expression de Jean Jaurès, une vie meilleure que celle d'aujourd'hui. Une fois que nous avons créé le désir de cette nouvelle vie, se pose à nouveau la question du comment, dont le focus doit-être : comment organise-t-on la délibération collective ?

Pierre Charbonnier

Il ne faut pas surestimer le problème générationnel. Les jeunes ne sont pas plus militants que les autres, ils sont surtout plus désaffiliés de la tradition gauche-droite. Ils sont aussi plus sensibles aux veines plus écologiques ou plus extrême-droite. Nous devons nous poser la question du don, après Marcel Mauss. Le cas-type de la relation désintéressée est le rapport intergénérationnel. C'est grâce à cela que les sociétés tiennent, il doit être un système de solidarité pour l'avenir. Or il est vrai que ce sont les personnes riches âgées qui exploitent les jeunes, comme l'a montré Piketty, et c'est un problème que la gauche n'évoque pas du tout. Pourtant la discipline du capital immobilier est impérative. L'autre grand problème est celui de l'école. Toute l'énergie des parents passe dans la stratégie scolaire, en raison d'inégalités territoriales massives. L'affect de pur don social maussien, au lieu de penser sur le long terme, devient une réflexion sur les mécanismes inégalitaires, alors qu'il devrait être un ressort pour la politisation du climat.

La question du prolétariat est un sujet politique. Le prolétariat est structurellement lié aux énergies fossiles, mais il n'a pas été le seul acteur d'amélioration. Il y eu aussi l'État social. Il nous faut un groupe social qui s'annonce comme gardien de la démocratie, et qui puisse aussi désigner qui est l'ennemi. J'assume ce côté un peu technocratique.

Chantal Mouffe

Le côté technocratique est nécessaire, mais pas suffisant. Nous sommes dans des démocraties, il faut une mobilisation du peuple, au moins pour gagner les élections. Il faut pousser les partis écologiques au pouvoir. Le rôle des affects est fondamental pour créer une majorité sociale qui votera pour l'écologie. Or la gauche pense uniquement à l'argumentation rationnelle, cela ne fonctionne pas. Il faut mobiliser les affects de l'égalité et de la justice sociale, il faut une révolution intellectuelle et morale. Spinoza disait : en politique, il y a la peur et l'espoir. La gauche doit pouvoir mobiliser l'espoir. Il faut mobiliser les classes populaires, ne pas présenter l'écologie comme punitive, et ainsi nous pouvons espérer une avancée démocratique.